

Cascades, Journal of the Department of French and International Studies

Cascades : Revue Internationale Du Departement De Français Et D'etudes Internationales

ISSN (Print): 2992-2992; E-ISSN: 2992-3670

www.cascadesjournals.com; Email: cascadejournals@gmail.com

VOLUME 2; NO. 2; December, 2024 ; PAGE 26-38



Le Franc CFA : Moyen de Développement pour les PAZF ou Levier Économique d'Exploitation française en Afrique Francophone ?

Benson Efeqadirim Eguzozie

Havilla University, Ikom, Cross River State, Nigeria

+2348052013876, +2347034888186

Email: b.eguzozie@havillauniversity.edu.ng, efegadrim@gmail.com

Résumé

En 1945, la France a déclaré au Fonds Monétaire International (FMI) une parité pour le « franc des colonies françaises d'Afrique ». La parité du Franc était sur trois unités de Franc distinctes des zones géographiques : le Franc des Colonies Françaises du Pacifique (FCFP), le Franc des Colonies Françaises d'Afrique (FCFA) et un Franc de la métropole également admissible pour l'Afrique du Nord et les Antilles. (FF). Cet article se concentre sur le Franc des 15 anciennes colonies françaises en Afrique, appelé le PAZF. Environ quatre-vingts ans après que ces pays ont adopté le Franc CFA, comment ont-ils performé dans les secteurs socio-économiques par rapport à leurs voisins anglophones ou lusophones ? Le document ouvre une nouvelle série de curiosités sur l'argument selon lequel la monnaie septuagénnaire, le CFA, a majoritairement contribué à l'underdevelopment et à la faible performance économique des PAZF. Le travail a révélé que les opinions sont divisées : certains, en particulier les dirigeants de la PAZF, défendent fermement le CFA. D'autres s'opposent fermement à la monnaie. Le travail utilise une théorie comparative pour atteindre son objectif.

Abstract

In 1945, France declared to the International Monetary Fund (IMF) a parity for “franc of the French colonies of Africa”. The parity of the Franc was on three distinct Franc units of the geographical zones: the Franc of the French Colonies of the Pacific (FCFP), the Franc of the French Colonies of Africa (FCFA) and a Franc of the mainland also admissible for North Africa and the West Indies (FF). This article focuses on the Franc of the 15 former French colonies in Africa, called the PAZF. Approximately eighty years since these countries adopted the Franc CFA, how have they performed in the socio-economic sectors vis-à-vis their Anglophone or Lusophone neighbours? The paper opens a new series of curiosity on the argument that the septuagenarian currency, the CFA has majorly contributed to the underdevelopment and low economic performance of the PAZF. The work found out that opinions are divided: some, especially the PAZF leaders, exhibit strong defense for the CFA. Others stoutly oppose the currency. The work uses a comparative theory to realize its objective.

Mots clés : Franc CFA ; Moyen ; Développement ; PAZF ; Levier d'Exploitation

Introduction

À l'échelle mondiale, les nations recourent à la monnaie en tant qu'instrument d'échange pour les biens et les services, tout en l'utilisant également comme une unité de mesure de la valeur. La monnaie constitue une créance des agents économiques envers le système bancaire, tout en étant également perçue comme une dette de ce dernier. Il devient inextricable de dissocier la monnaie du système monétaire, ce qui souligne l'importance cruciale des banques au sein d'une économie fondée sur la production monétaire. La monnaie constitue une entité régie par le droit. Chaque État détermine et établit la forme de la monnaie en favorisant une unité spécifique, à laquelle il confère une validité sur un territoire correspondant à son espace national. Les économistes avancent que lorsque la monnaie d'un État est sous le contrôle d'un hégémon étranger, l'économie nationale se trouve soumise à la bienveillance de cet hégémon qui en exerce

le contrôle. C'est le cas du franc CFA, une monnaie instaurée en 1945, mais qui demeure sous le contrôle de la France pour les quinze pays africains qui en sont membres..

Le problème

Environ quatre-vingts ans après l'adoption du franc CFA par ces pays, quelle est la performance socio-économique des nations utilisant cette monnaie par rapport à celles de leurs voisins anglophones ou lusophones ? La monnaie constitue-t-elle la fondation des conditions précaires au sein des PAZF ? Dans quelle mesure le CFA a-t-il participé au sous-développement de la zone PAZF ? Notre recherche vise à explorer une nouvelle série de questionnements concernant l'argument selon lequel la monnaie CFA a largement contribué au sous-développement et à la faible performance économique du PAZF. Les avis divergent : d'une part, certains acteurs, en particulier les dirigeants du PAZF, soutiennent avec conviction le CFA, tandis que, d'autre part, une majorité de citoyens exprime une opposition résolue à cette monnaie.

La méthodologie / et l'importance de l'étude

Nous avons adopté une méthodologie qualitative visant à évaluer la relation entre l'utilisation de la monnaie et les mesures ou politiques fiscales mises en œuvre pour réguler l'utilisation et le déploiement de la monnaie au sein d'une économie. Nos travaux de recherche incluent plusieurs articles publiés concernant le Franc CFA, ainsi que les politiques adoptées par la France pour maintenir un contrôle rigoureux sur cette monnaie, ce qui se traduit par une parité élevée avec l'euro. De plus, nous avons intégré des documents issus de certaines recherches universitaires non publiées portant sur les relations entre la France et ses anciennes colonies africaines. Cette recherche revêt une importance significative, car elle vise à mettre en lumière l'impact des mesures fiscales sur la performance socio-économique et le développement d'un pays. L'étude a également permis d'établir un cadre comparatif entre les économies francophones et anglophones en Afrique.

Objectifs de l'étude et questions de la recherche

L'étude, « Le Franc CFA : Moyen de Développement pour les PAZF ou Levier Économique d'Exploitation française en Afrique Francophone ? » examine la relation entre l'utilisation de la monnaie et l'adoption de mesures fiscales dans quelle mesure ils ont un impact direct sur le développement socio-économique d'un pays. Le Franc CFA constitue le centre de la situation socio-économique des pays africains francophones utilisant le Franc CFA. Par conséquent, cette étude tente d'examiner les éléments suivants :

- i. L'origine du Franc CFA dans le PAZF ;
- ii. Relation entre les mesures fiscales et le développement socio-économique du PAZF ;
- iii. Le soutien tacite des dirigeants du PAZF à la défense de l'utilisation continue du Franc CFA ;
- iv. Tentative d'introduction de l'Eco pour remplacer le Franc CFA, et pourquoi elle a échoué.

A partir des objectifs précédents, l'étude a tenté de répondre aux questions suivantes :

- a. Quelle est la performance ou développement socio-économique des pays ayant en partage le Franc CFA par rapport à leurs voisins anglophones ou lusophones après environ quatre-vingts ans de l'adoption de ce dernier ?
- b. Est-ce que la monnaie à la base de la condition minable dans les PAZF ?
- c. De quelle mesure le CFA a-t-il contribué au sous-développement de PAZF ?
- d. À qui profite vraiment le Franc CFA ?

Pour aborder l'étude, nous avons cherché dans divers textes, autres livres, thèses de recherches, quelques articles publiés, des rapports, enquêtes et critiques, journaux, et des documents variés sur l'internet portants sur le titre de notre travail. Par exemple, nous utilisons comme article de base, le séminaire doctoral de Benson Eguzozie (2019) dans la bibliothèque de Département de Langues Modernes et d'Études de Traduction à l'Université de Calabar, qui traite le sujet comparatif sur la relation entre le Franc CFA et la situation socio-économique dans les pays utilisant la monnaie. Une seule chose très importante que nous découvrons par l'étude se trouve du fait qu'il existe une grande omission (ou manque d'information) entre les dirigeants et les dirigés sur la façon dont l'économie du pays est gérée et dans l'intérêt de qui.

L'hypothèse

Nous visons à évaluer la problématique hypothétique concernant l'impact de l'utilisation de la monnaie et de l'adoption de mesures fiscales sur la performance socio-économique ou le développement d'un pays.

Depuis sa création jusqu'à nos jours, le Franc CFA demeure un instrument par lequel l'économie française exerce un contrôle sur les économies des pays membres en Afrique. Cela illustre des économies qui continuent de servir de sources à faible coût pour l'approvisionnement en matières premières et pour des débouchés captifs (Sylla, 2021). Après une période d'environ quatre-vingts ans suivant son introduction, le petit peuple des PAZF réalise que la monnaie qui leur a été octroyée par leur maître colonial ne sert qu'à promouvoir les intérêts de ce dernier, plutôt qu'à favoriser le développement économique et social en Afrique (Séraphin, 2017 ; Molua, 2015). Partout dans le pays, il existe une plainte généralisée selon laquelle le CFA constitue un facteur fondamental du sous-développement dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Des économistes et des experts spécialisés dans le développement économique critiquent le Franc CFA ainsi que sa politique monétaire, en affirmant qu'ils ont contribué au sous-développement des pays qui utilisent cette monnaie. Cissé (2019) partage cet avis. Actuellement, les frustrations conduisent à des rejets généralisés au sein des PAZF. La majorité des citoyens s'interroge donc : à qui profite réellement le Franc CFA ? Il est pertinent d'initier une nouvelle série d'interrogations concernant l'utilisation du Franc CFA. Pour les populations des pays de l'Afrique subsaharienne francophone, après plus de soixante ans d'indépendance politique, les nations recourant au franc CFA demeurent parmi les économies les plus fragiles au monde. Les pays membres de la PAZF accusent un retard économique significatif. Tous ces pays figurent sur la liste des pays les moins avancés (PMA) ainsi que parmi les pays pauvres très endettés (PPTE) (Sylla, 2021). Par exemple, parmi les 33 pays africains participant à l'Initiative PPTE, 20 proviennent de la zone Franc CFA. S'agit-il simplement d'un pur hasard ? Est-il impératif d'éliminer le franc CFA afin de favoriser l'émergence d'une monnaie souveraine africaine dédiée au développement, tel que le suggèrent les préoccupations exprimées par les populations ?

Origine du Franc CFA

Le franc CFA, ou franc des colonies françaises d'Afrique, a été instauré par la France en 1945, comme cela a été précédemment mentionné. À l'occasion de l'indépendance en 1960, le franc est établi comme la monnaie de la Communauté Financière Africaine pour les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), ainsi que le franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale pour les États membres de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC). D'après la Banque de France (BDF), le Franc CFA constitue une zone économique et monétaire englobant la France ainsi que les quinze pays d'Afrique subsaharienne (Banque de France, 2015).

Pays utilisant le franc CFA



Source: direction générale du Trésor

UEMOA: Union économique et monétaire ouest-africaine;

CEMAC: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

L'accession à l'indépendance des pays africains entre 1954 et 1962 a engendré une transformation significative du Franc CFA. Trois régions économiques seront intégrées au sein du Franc CFA, notamment l'Union monétaire et économique de l'Afrique de l'Ouest (UMEO), où le Franc de la Communauté Financière Africaine – XOF est en circulation dans les pays suivants : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Guinée-Bissau. Le siège social de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est situé à Dakar, au Sénégal. La seconde région est constituée par la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), dans laquelle le Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale (XAF) est employé par les pays suivants : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République Centrafricaine et le Tchad. Le siège social de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) est situé à Yaoundé, au Cameroun. La dernière région inclut l'Union des Comores, qui utilise le franc comorien (BDF, 2015). La Banque de France s'engage directement dans les activités de ces institutions en assurant le secrétariat des réunions semestrielles réunissant les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales de la zone CFA. La Banque de France (BDF) élabore également le rapport annuel relatif au franc CFA. Elle élabore également des analyses économiques concernant les enjeux majeurs qui perturbent la région.

L'ancrage du Franc CFA à l'Euro et les enjeux liés au développement des Pays Africains à Zone Franc (PAZF).

L'ancrage du franc CFA à l'euro visait à assurer une stabilité monétaire exceptionnelle pour les pays d'Afrique subsaharienne francophones. Comparativement aux autres nations africaines, la dette publique des pays de la zone CFA se révèle significativement inférieure. Cependant, le franc CFA engendre également des inconvénients. Selon Frisch (2022), l'ancrage à l'Euro, dans le cadre de la politique économique, constitue un frein à l'industrialisation et limite les investissements proactifs de l'État. Amuwo (1999) exprime une opinion similaire. Selon Amuwo (1999), le projet d'intégration économique en Afrique francophone proposé par la France ne bénéficie qu'à la métropole. C'est pourquoi certaines critiques qualifient le franc CFA de symbole de l'impérialisme et de l'ingérence française historique, tout en le considérant comme un facteur d'affaiblissement de la souveraineté économique des pays africains. Ces critiques s'opposent également aux récentes tendances visant à introduire une nouvelle monnaie sous la forme d'Eco, tout en étant également influencées par la position de la France. (Guemriche, 2022). Selon leurs propos, l'introduction d'Eco peut être comparée aux deux faces d'une même pièce.

De nombreuses interrogations suscitent la perplexité parmi les économistes et les experts en développement, tels que Kane (2003) et Signé (2019). Par exemple, depuis 2002, la zone franc CFA a-t-elle bénéficié des investissements européens qui étaient initialement anticipés dans cette région ? Le franc CFA a-t-il évolué en fonction de l'évaluation de l'euro par rapport au dollar américain ou au yen japonais, ou en relation avec les devises des pays en développement d'Asie et d'Amérique Latine, qui sont indexées sur le dollar, le yen ou les Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI) ? Le franc CFA constitue-t-il désormais une monnaie robuste en Afrique, en raison de son ancrage à l'euro ? Le franc CFA peut-il être considéré comme une monnaie surévaluée, voire marginalisée dans le cadre de la concurrence mondiale ? Dans son commentaire publié en 2019 au sein de l'Op-Ed de la Brookings Institution, Signé souligne que le franc CFA remplit simultanément deux fonctions paradoxales : celle de catalyseur et celle d'obstacle au développement dans les pays membres. « Le franc CFA africain, soutenu par la France, agit à la fois comme un catalyseur et un frein au développement, » précise-t-il.

Le franc CFA continue d'être en circulation dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et six pays d'Afrique centrale, sans que les principes fondamentaux qui le régissent aient subi de modifications. Dans les anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale et centrale, cela a contribué à maintenir l'hégémonie d'un empire bien après la cessation officielle de son existence. De surcroît, le franc CFA continue de fonctionner selon les mêmes filiations et objectifs définis durant la période coloniale. Le maintien de son ancrage à la monnaie française, le franc français jusqu'en 1999, puis l'euro, ainsi que le droit des transferts entre la France et les pays utilisant le franc CFA, n'ont pas été abolis après plus de soixante ans d'indépendance des nations africaines (Sylla, 2021 ; Frisch, 2019). De surcroît, la France exerce un contrôle direct sur la politique monétaire et de change par le biais de sa participation significative au sein des organes de la BCEAO et de la BEAC, bien que son pouvoir de veto devienne de plus en plus implicite au fil du temps. De surcroît, l'exigence imposée à ces deux banques centrales de conserver 50 % de leurs

réserves de change en devises pour soutenir l'ancrage se traduit par une diminution des dépenses publiques et des crédits accordés à l'économie, ainsi qu'une intensification de la vigilance concernant les flux de financement externes (Cissé, 2019 ; Michael et al., 1995).

D'après les économistes spécialisés dans le développement, tels que Samba Ndong Sylla (2021), les économies des Pays Africains de la Zone Franc (PAZF) subissent des pertes financières considérables depuis plus de 75 ans en raison de la liberté de transfert, qui facilite tant les investissements que les désinvestissements du capital français, ainsi que le rapatriement des bénéfices et des dividendes. Par exemple, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, deux pays dotés d'abondantes ressources naturelles, ont été confrontés à des flux financiers illicites entre 2007 et 2008, estimés à 66,2 milliards de dollars et 33 milliards de dollars, ce qui représente respectivement six et treize fois leur stock de dette extérieure. De surcroît, dans les PAZF, les crédits alloués à l'économie faible ainsi que ceux provenant du Trésor français depuis le milieu des années 2000 constituent un levier économique d'exploitation pour la France.

Ainsi, de nos jours, les détracteurs du Franc CFA soulignent qu'après près de huit décennies d'expérience monétaire et plus de soixante ans d'indépendance politique, les pays africains de la zone franc (PAZF) peinent à redresser la situation économique. Leur situation socio-économique les place parmi les pays les moins avancés (PMA) du monde et parmi les candidats à l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE). La population est confrontée à plusieurs défis, notamment l'accès à la monnaie, l'insuffisance du commerce intra-zone, le déficit de bancarisation des startups, ainsi que les difficultés de financement des économies, qui constituent des problématiques majeures au sein des économies des pays de la zone franc. Sylla (2021) et Molua (2015) expriment une opinion similaire à cet égard.

Dans d'autres domaines, la parité constante diminue le montant des transactions et protège les entreprises françaises, ainsi que toutes les entreprises étrangères opérant en euros, du risque de change. La surestimation structurelle du franc CFA, caractérisée par un niveau artificiellement élevé de sa valeur par rapport aux monnaies de référence, favorise les importations, y compris celles de produits de luxe, au détriment des exportations. La parité fixe engendre donc une forme de considération commerciale accordée à la zone euro, dans la mesure où les pays africains ne peuvent pas recourir à leur taux de change comme un instrument pour améliorer, à certaines occasions, la compétitivité-prix de leurs exportations (Elsa, 1989). Enfin, la parité fixe empêche la BCEAO et la BEAC de recourir au taux de change en tant qu'outil d'amortissement face aux chocs économiques. En conséquence, en période de crise, il existe une exigence de délais courts ainsi que des taux d'intérêt prohibitifs. Les prêts sont principalement orientés vers le secteur commercial, au détriment des investissements dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Les prêts bancaires sont principalement accordés aux grandes entreprises et aux États, au détriment des petites et moyennes entreprises (PME) en général. Ce constat général demeure inchangé, malgré la diminution de la part de marché des banques françaises dans les pays à faible revenu. Le paysage bancaire a évolué vers une structure moins oligopolistique, bien qu'il demeure largement dominé par des groupes bancaires étrangers. Le Sénégal constitue un exemple pertinent, dans lequel ces groupes bancaires étrangers détiennent plus de 90 % des actifs bancaires.

En ce qui concerne le classement de l'indice de développement humain (IDH), les économies utilisant le franc CFA ne se distinguent pas favorablement par rapport aux autres économies des pays voisins. Par exemple, selon Molua (2015), il s'interroge sur les raisons pour lesquelles l'économie camerounaise ne se développe pas autant que celles de pays disposant de ressources similaires qui ont opté pour ne pas adhérer à l'accord de la zone franc, tels que la Tunisie en 1958, le Maroc en 1959, la Guinée-Conakry en 1958, l'Algérie en 1964, ainsi que Madagascar et la Mauritanie en 1973. Selon ses analyses, l'économie du Cameroun, qui se positionne en tant que pays leader au sein de la zone BEAC, ne se trouve pas dans une situation plus favorable que celles du Kenya, du Botswana et du Ghana, qui disposent de leur propre monnaie souveraine. Séraphin (2017) souligne que le Franc CFA perturbe les économies des Pays Africains de la Zone Franc (PAZF). Selon lui, la parité fixe entre le franc CFA et l'euro constitue une contrainte qui entrave la compétitivité des économies des pays francophones d'Afrique sur la scène mondiale. Ainsi, il apparaît que les PAZF ne sont pas en mesure de mettre en œuvre une politique monétaire qui soit en adéquation avec les réalités nationales.

Il est manifeste, selon le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH), que les pays de la zone franc figurent parmi les États africains à faible développement. Plus de soixante ans après l'indépendance et plus de soixante-dix-neuf ans après l'instauration du Franc CFA, les pays africains de la zone franc (PAZF) peinent à obtenir la souveraineté monétaire. Le refrain constamment exprimé par les citoyens est que le Franc CFA, plutôt que de constituer un instrument de développement pour les pays africains à zone franc (PAZF), demeure un mécanisme facilitant la domination et l'exploitation française en Afrique francophone. Actuellement, le débat suscite des préoccupations au sein de la population de la PAZF concernant la légitimité du maintien du Franc CFA, une monnaie d'origine coloniale perçue comme un instrument de néocolonialisme français. Pour les populations modestes des PAZF, le Franc CFA est perçu comme un instrument d'impérialisme français, et il est impératif de l'éliminer de la scène monétaire afin de le substituer par une monnaie exclusivement africaine (Eguzozie, 2019).

Le classement des pays africains selon l'Indice de Développement Humain (IDH), établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2018, met en évidence un paysage africain en matière de développement humain qui demeure fortement hétérogène, compte tenu des avancées réalisées par certains États et des reculs observés chez d'autres. D'après la récente mise à jour du classement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les Seychelles, occupant la 62ème position au niveau mondial, demeurent en tête des pays africains en matière d'Indice de Développement Humain (IDH). En revanche, le Niger, membre du Partenariat pour l'Accélération de la Transformation de l'Afrique (PAZF), se maintient à la dernière place du classement, tant au niveau continental qu'international. Nous démontrons cela dans la section suivante.

Tableau 1 : Classement 2018 des IDH africains

Rang (Afrique)	Pays	Rang (Mondial)	Catégorie (IDH)
1	Les Seychelles	62	Elevé
2	La Maurice	65	Elevé
3	L'Algérie	85	Elevé
4	La Tunisie	95	Elevé
5	Le Botswana	101	Elevé
6	La Lybie	108	Elevé
7	Le Gabon	110	Elevé *
8	L'Afrique du Sud	113	Moyen
9	L'Égypte	115	Moyen
10	Le Maroc	123	Moyen
11	Le Cap-Vert	125	Moyen
12	La Namibie	129	Moyen
13	Le Congo	137	Moyen *
14	Le Ghana	140	Moyen
15	La Guinée Equatoriale	141	Moyen *
16	Le Kenya	142	Moyen
16	Sao-Tomé et Príncipe	143	Moyen
18	Swatini	144	Moyen
18	La Zambie	144	Moyen
20	L'Angola	147	Moyen
21	Le Cameroun	151	Moyen *
22	La Tanzanie	154	Faible
23	Le Zimbabwe	156	Faible
24	Le Nigéria	157	Faible
25	Le Rwanda	158	Faible
26	Le Lesotho	159	Faible
26	La Mauritanie	159	Faible *
28	Le Madagascar	161	Faible
29	L'Ouganda	162	Faible
30	Le Bénin	163	Faible *
31	Le Sénégal	164	Faible *

32	Les Comores	165	Faible *
32	Le Togo	165	Faible *
34	Le Soudan	167	Faible
35	La Côte d'Ivoire	170	Faible *
36	Le Malawi	171	Faible
37	Le Djibouti	172	Faible
38	L'Éthiopie	173	Faible
39	La Gambie	174	Faible
40	La Guinée	175	Faible
41	Le RDC	176	Faible
42	La Guinée-Bissau	177	Faible *
43	L'Erythrée	179	Faible
44	La Mozambique	180	Faible
45	Le Liberia	181	Faible
46	Le Mali	182	Faible *
47	Le Burkina Faso	183	Faible *
48	Sierra Leone	184	Faible
49	Le Burundi	185	Faible
50	Le Tchad	186	Faible *
51	Le Sud Soudan	187	Faible
52	La Rép. Centrafricaine	188	Faible *
53	Le Niger	189	Faible *

*Pays de la zone Franc CFA Source : PNUD 07 septembre 2018

Le tableau de classement montre que seule le Gabon se rang dans le groupe d'IDH 'élevé.' Le Congo, la Guinée Equatoriale et le Cameroun se trouvent dans le groupe de 'moyen élevé.' Les autres pays se montrent 'faibles.' Il est aussi important de constater que la situation reste très inchangeable jusqu'en 2020, selon le PNUD. Par exemple, parmi un total de 189 pays, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad ont obtenu le score le plus bas sur l'IDH en 2020, a rapporté le chiffre de PNUD.

Sortir de la zone Franc : la 'situation-room'

Etre au courant de la *situation-room* (situation économique globale) envers les PAZF, l'appel s'est lancé par les économistes partout les PAZF de faire sortir les économies des pays utilisant le Franc CFA, ou du moins, décoloniser le Franc CFA, sinon la remplacer avec une monnaie africaine. Au premier lieu, les pros de cet appel montrent que :

- Le Franc CFA et ses instruments sont des leviers du pillage des économies de l'Afrique francophone. Ils maintiennent qu'à l'échelon de la parité fixe, selon les préceptes de la théorie standard, elle se justifie d'autant plus que l'économie des PAZF est petite, est peu ouverte, est faiblement diversifiée, est polarisée sur les valeurs de monnaie d'ancrage. La théorie dite aussi qu'à l'intérieur des zones du Franc CFA, il y a une mobilité forte du travail et faible mobilité du capital, a noté Séraphin (2017) dans son article intitulé, « Le franc CFA, une monnaie coloniale qui retarde l'Afrique ». Frisch (2019) et Signé (2019) partagent aussi cet avis. Donc des économistes qui soient contre le Franc CFA lancent leurs évidences comme :
- Dans le domaine de la libre transférabilité, cet arrangement aide la fuite des capitaux. Par exemple, selon la CNUCED [Conférence des nations unies sur le commerce et de développement], la fuite des capitaux des pays africains depuis les indépendances à 1993 dépasse 400 milliards de dollars américains. Mais, l'Institut africain de développement et de planification (IDEP) souligne encore que l'Afrique a perdu 850 milliards de dollars de 1960 à 2010. On estime que l'hémorragie des capitaux hors des pays de l'UEMOA était 3 milliards de francs en 1991 ; 4,6 milliards en 1992 et 5 milliards pendant les six mois de 1993 (Hugon, 1999 p.99). En outre, le montant des transferts sans contrepartie des ménages non africains sortis des PAZF en direction de la France est passé entre 89 millions de dollars en 1970 et 434 millions de dollars en 1993.
- Que le Franc CFA n'a pas véhiculé le développement mais il transporte la pauvreté. Par exemple, parmi les 49 pays moins avancés, 35 sont en Afrique subsaharienne (ASS) où la zone Franc représente 12% de la population, 12% du Produit intérieur brut [PIB] et 1,5% des exportations. Par

exemple, les PAZF constituent une population de 25% supérieure à celle de la France, mais ils figurent seulement 4,5% du PIB français ou 1,5% de totalité monétaire.

- Que la zone Franc n'a rien supporté aux pays membres que le sous-développement. Par exemple, en 2004, l'Afrique noire (qui n'inclut pas l'Afrique du Sud) a reçu 0,4% des Investissements Directs de l'Étranger [IDE] desquels le demi a été au bénéfice de l'Angola et du Nigéria. On n'a pas des chiffres pour les PAZF.
- Que les relations monétaires et financières néocoloniales persistantes entre les pays de la zone franc et la France n'ont aidé ni la transformation structurelle ni l'intégration régionale. Cela a encore moins fait pour le développement économique de ces pays africains francophones. Par exemple, les PAZF constituent 9 pays sur les 14 pays moins avancés. Les pays utilisant le franc CFA occupent les rangs les plus bas au monde en termes de résultats en matière de santé et d'éducation (Sylla, 2021).

Ci-dessous les tableaux montrant le classement des pays africains de la zone franc en termes de PIB réel et PIB réel par habitant en l'an 2010. Les tableaux comparent aussi le classement de quelques pays hors la zone franc.

Tableau 2 : Classement des PAZF en termes de PIB réel en 2010

Rang	Pays	PIB réel (en milliards de dollars)
1 ^{er}	La Côte d'Ivoire	22,4
2e	La Cameroun	21,9
3 ^e	La Guinée Equatoriale	14,5
4 ^e	Le Sénégal	12,7
5 ^e	Le Gabon	12,6
6 ^e	Le Congo	11,9
7 ^e	Le Mali	9,1
8 ^e	Le Burkina-Faso	8,7
9 ^e	Le Tchad	7,6
10 ^e	Le Benin	6,5
11e	Le Niger	5,6
12 ^e	Le Togo	3,1
13 ^e	La Centrafrique	2,1
14e	La Guinée-Bissau	0,8

Source : *Le Monde : bilan du monde, la situation économique internationale, 2011, p.91*

Tableau 3 : Classement des PAZF en termes de PIB réel par habitants en 2010

Rang	Pays	PIB réel/habitants
1 ^e	La Guinée-Equatoriale	11081
2e	Le Gabon	8395
3e	Le Congo	3075
4e	Le Cameroun	1071
5e	La Cote d'Ivoire	1016
6e	Le Sénégal	964
7 ^e	Le Tchad	743
8e	Le Benin	673
9e	Le Mali	649
10e	Le Burkina-Faso	590
11e	La Guinée-Bissau	498
12e	La Centrafrique	469
13e	Le Togo	441
14e	Le Niger	383

Source : *Le Monde : bilan du monde, la situation économique internationale, p 211, p.91*

Tableau 4 : Comparatif de PIB réel et PIB réel/habitants de quelques pays hors de PAZF

Rang	PIB réel (milliards de dollars)	PIB réel/habitants (en dollars)
L'Algérie	159	4478
L'Angola	85,8	4812

Le Botswana	12,5	6796
L'Éthiopie	30,9	365
Le Ghana	15,3	646
Le Kenya	32,4	888
La Maurice	9,4	7303
La Mozambique	10,2	473
La Namibie	11,5	5454
Le Nigeria	206,7	1324
L'Ouganda	17,1	504
Le Soudan	65,9	1643
La Tanzanie	22,4	543
La Tunisie	43,9	4160
La Zambie	15,7	1286

Source : *Le Monde : bilan du monde, la situation économique internationale, 2011, p.91*

Le Franc CFA, est-il un levier d'exploitation par la France en Afrique francophone?

Les individus qui s'opposent au rôle du Franc CFA avancent également des arguments selon lesquels cette monnaie constitue un levier économique utilisé par la France pour exploiter les quinze pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre. La population combinée de ces deux régions s'élève à 155 millions d'habitants. La monnaie est associée à l'euro par le biais d'un système de parité fixe. Afin d'assurer cette parité, il est impératif que les États africains placent 50 % de leurs réserves de change auprès du Trésor français (Pickett, 2017 ; Knapp, 1973 ; Jeune Afrique avec AFP, 2017). Grâce à la coopération monétaire française, l'économie des pays africains de la zone franc se développe en tant que réservoir de matières premières et en tant que marché d'accueil pour les produits manufacturés français. Ainsi, les PAZF constituent un marché captif pour les produits français. Marseille (2010) et Guy (1985) ont largement traité, à diverses époques, des fondements historiques, économiques et politiques de la politique africaine de la France.

Dans d'autres domaines, les PAZF doivent effectuer l'intégralité de leurs importations en provenance de France. On observe également l'exploitation manifeste de la France au sein du Conseil d'administration de la BCEAO et de la BEAC. Parmi les seize Conseils des ministres, deux sont d'origine française. Ce Conseil supervise les opérations de la Banque centrale et détermine les taux ainsi que les conditions d'exécution (BDF, 2015). Dans une perspective à long terme, les revenus réels moyens ont stagné ou été restreints dans cinq des principales économies utilisant le franc CFA. Cette condition est observable en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Gabon, au Sénégal et en République du Congo (Sylla, 2021).

Actuellement, la situation socioéconomique dans les Pays Africains de la Zone Franc (PAZF) soulève une interrogation concernant le Franc CFA : constitue-t-il véritablement un instrument de développement pour les PAZF ou représente-t-il plutôt un levier économique d'exploitation au profit de la France en Afrique francophone ? Partout, on observe un cri strident émanant des citoyens des PAZF, réclamant l'abolition du Franc CFA au profit d'une monnaie souveraine africaine. L'un des moments les plus marquants s'est sans doute produit en 2016, lorsque Alpha Condé, alors président de la Guinée, a prononcé un discours mémorable lors d'une conférence internationale consacrée à l'émergence de l'Afrique à Abidjan, dans lequel il a lancé un appel historique aux dirigeants africains francophones en les exhortant à rompre le lien historique qui les unit à la France. Selon Condé, « Nous demeurons encore trop liés à la puissance coloniale. » Établissons une séparation avec la France. « Comment peut-on évoquer l'indépendance financière alors que l'Union Africaine est financée par l'Union Européenne ? » a déclaré l'ancien président de la Guinée. (Condé, 2016). Condé affirme avec certitude que l'intégration de l'Afrique d'ici 2050 est réalisable. Alpha Condé souligne que le développement stable et soutenu de l'Afrique doit contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Tout en préconisant l'intégration africaine, l'ancien Président guinéen souligne que les différends entre les nations ne devraient pas entraver les relations économiques, comme c'est actuellement le cas.

Son propos trouve un écho significatif auprès des détracteurs de l'existence du Franc CFA. Étant donné que les PAZF sont en mesure de s'autogérer, il convient de noter que l'Afrique regorge de nombreuses opportunités.

Critiques de la monnaie néocoloniale : appels à une réforme monétaire

Dans la plupart des États d'Afrique de l'Ouest, les critiques ont lancé un appel à l'égard de la monnaie néocoloniale du franc CFA et demandent une réforme monétaire. Cet appel résonne avec l'écriture de Franz Fanon « Pour la révolution africaine » où il dénonce le néocolonialisme (Fanon, 2006). Les critiques de Franc CFA réclament la souveraineté monétaire. Des critiques dont Kémi Séba au Sénégal (2020) affirment qu'une profonde réforme monétaire qui s'éloignant du Franc CFA offre une issue potentielle. Des propositions existent, mais elles manquent de mise en œuvre (Frisch, 2019). Michel Sapin (2017), ancien ministre français des finances et des comptes publics peut-être accepte que le Franc CFA profite au Français qu'aux États africains. Lors d'un entretien avec la presse lors d'un meeting de ministres des Finances des PAZF où l'on lui a demandé la possibilité offerte aux pays africains de renégocier les termes de l'accord de coopération monétaire liant les pays de la zone Franc et la France, a déclaré :

Ce débat existe depuis la création de la zone CFA. Ce que je peux dire du côté français, c'est que nous sommes dans un espace qui est un espace partagé par le désir. C'est un espace où tout le monde est respecté, où chacun peut suggérer un certain nombre de solutions. La zone Franc n'est pas une zone statique ; ce n'est pas un quartier historique. C'est un domaine dynamique. S'il y a une part de l'autre dans les propositions académiques ou politiques, eh bien, nous discuterons ensemble avec l'esprit de respect et d'égalité.



Jun 2020, Dakar, Sénégal : une voiture passe devant une fresque murale du collectif de graffeurs "RBS Crew" représentant le militant Kémi Séba, qui a brûlé un billet de 5 000 francs CFA en signe de protestation en 2017. Depuis décembre 2021, les militants sont descendus dans la rue. de Dakar avec le slogan "France, dégage !" contre la monnaie.

Source : © picture alliance / ZUMAPRESS.com | PPI

La position officielle de dirigeants

Donnant les agissements parmi les peuples de PAZF, la position officielle surtout parmi les dirigeants tend autre chose. Pour eux, il faut maintenir l'espace monétaire. Par exemple, en 2019, Tiémoko Meliet Koné, le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, par ailleurs gouverneur honoraire de la BCEAO, déposait en garde contre les agissements des contempteurs et attaquants du franc CFA, en les annonçant d'y arrêter.

Koné dit donc : « J'ai entendu beaucoup de déclarations sur le franc CFA (...) Je ne comprends pas ce faux débat (...) Le franc CFA est notre monnaie, c'est la monnaie de pays qui l'ont librement choisi, depuis l'indépendance dans les années 60 (...) C'est une monnaie gérée uniquement par les Africains (...) Cette monnaie est solide, elle est appréciée, elle est bien gérée (...) Les huit économies qui la composent sont parmi les meilleures en performance économique (...) Je souhaite vraiment à ce que ce faux débat puisse

cesser. Notre monnaie est le franc CFA et nous sommes très très heureux d'avoir cette monnaie qui est stabilisante pour nos économies, pour nos pays et pour nos populations », a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le président français (Cissé, 2019).

L'échec d'Eco : vers la fin de servitude ?

En 2019, une réforme déterminée par la France et les huit pays de l'UEMOA a changé le nom franc CFA en le dénommant « Eco ». Selon l'affirmation officielle, le but était de se dégager du CFA, une monnaie jugée impérialiste, et ainsi se libérer de la surveillance de la France. Suite de ce qui précède, le franc CFA, qui a jadis soutenu les échanges commerciaux entre huit pays d'Afrique de l'Ouest, pourrait reculer sa position à une monnaie uniquement ouest-africaine. En novembre 2018, Abdou Salam Diallo, ambassadeur du Sénégal en Russie, a maintenu que le Sénégal et sept autres pays membres de l'UEMOA dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo sauraient modifier le franc CFA par une nouvelle monnaie qu'ils dispenseraient avec d'autres pays africains. Diallo dit : « Nous sommes en train de réfléchir avec les autres pays qui ont leur monnaie propre pour faire une monnaie de l'Afrique de l'Ouest », a indiqué M. Diallo lors de la Journée économique du Sénégal qui s'est tenue dans la capitale russe (Sputniknews.com, 2018).

En juin 2019, les leaders de 15 pays membres de la CÉDÉAO pour leur 55e session ordinaire, réunis à Abuja, Nigéria, ont opté de lancer une monnaie unique, l'Eco. Après cinq mois le 22 novembre, à Yaoundé, Cameroun, les six chefs d'État de la CEMAC ont entamé une idée sur les conditions d'une nouvelle coopération monétaire avec la France. En décembre 2019 les présidents Emmanuel Macron de la France et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire ont prévenu la disparition officielle du franc CFA en Afrique de l'Ouest, à partir du 1er janvier 2020. Mais, ce lancement a échoué à plusieurs reprises. Les observateurs estiment que les pays membres devraient se concentrer sur la reprise économique plutôt que sur des projets intenables comme l'Eco (DW, 2021, Guemriche, 2022).

Conclusion

Certainement, le lien monétaire a pourtant aidé au fondement de gouvernements politiques centralisés surtout aux PAZF, plus agréables aux avantages de l'État français, des entreprises françaises et des investisseurs étrangers qu'aux dividendes de leurs citoyens. Par exemple, dans certains pays exportateurs de pétrole de la zone CFA, comme le Cameroun, le Tchad, le Gabon, la République du Congo et la Guinée équatoriale, l'archétype du « président à vie » reste la règle, au contraire de l'organisation fréquente d'élections formelles jouées d'avance. Sans hésitation, les gouvernants des PAZF traitent le sujet du Franc CFA avec une visible lassitude qui gagne les sphères politiques parmi les leaders. La plupart d'eux défendent le franc CFA. En d'autres domaines, il existe un manque d'information par les dirigeants de PAZF sur la façon ils gèrent ou gouvernent les économies de leur pays. En fin de compte, la majorité de la population est gravement ignorante en matière de gestion économique et de politiques fiscales. Incontestablement, les peuples se sont aujourd'hui prêts à prendre leur destinée en mains à l'égard de domination de la France sous forme de néocolonialisme. Les leaders africains, tous comme au mot de conseil de Sapin, ancien ministre français des Finances et des Comptes publics évoquent que : « dans les mois à venir, les États africains doivent permettre de sérieux débats intérieurs bien intentionnés sur les vertus de la monnaie commune. »

Recommandations pour futurs chercheurs

L'étude révèle qu'il existe peut-être une politique secrète délibérée par les dirigeants de PAZF pour garder le peuple hors de portée des informations sur leur administration. Il existe une docilité palpable du peuple à remettre en question les politiques économiques du gouvernement. La question du « président à vie » est très courante dans la plupart des pays du PAZF. Par conséquent, nous recommandons une gouvernance ouverte dans tous les pays du PAZF. Il faut aussi la pleine adoption de multipartisme partout les pays PAZF. Les recherches futures devraient chercher à exposer des informations sur le montant des fonds des pays du PAZF dans le trésor français afin de tenter de découvrir comment le PAZF peut récupérer ces fonds pour son propre développement socio-économique. Les futurs chercheurs devraient discuter des avantages de l'introduction d'une monnaie véritablement nationale pour les habitants du PAZF.

Références

- Alpha Condé. (2016). « Coupons le cordon ombilical avec la France ». Une locution lors de la deuxième Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique à Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Assidon, Elsa. (1989). Le commerce captif. Les sociétés commerciales françaises de l'Afrique Banque de France (2015). « L'Eco en bref. » *The CFA franc zone*. Eurosystem
- Benson Eguzozie. (2019). « Le Franc CFA : Moyen de Développement pour les PAZF ou Levier d'Exploitation par la France en Afrique Francophone » (inédit). Séminaire doctorale en accomplissement partiel des conditions requises pour l'octroi du Doctoral en French In International Relations, présenté au Écoles des Hautes Études, University of Calabar, Calabar, Nigéria
- Cheickna Bounajim Cissé (2019). Les pays africains qui utilisent le franc CFA. A La Une DW (2021). « Vers La Fin de Servitude » ?
- Emmanuel Macron, Alassane Ouattara (décembre 2019). Une conférence de presse annonçant la disparition de Franc CFA et le remplace avec l'Eco.
- Cameron D. Pickett, (2017), "French Political Economic Interests in Francophone Africa: Weighing the Merits of Dependency Theory and Modernist Theory in the Political and Economic Relations Between France and her Former African Colonies," (2017). *Senior Honors Projects, 2010-* Honours College at JMU Scholarly Commons. Pp. 19-331.
- Ernest Molua L. (2015), « The CFA Franc benefits the French more than African states ». noire, Paris, *Le Harmattan*. [www.camerounweb.com]
- Frantz Fanon. (2006). « Pour la révolution africaine ». Ecrits politiques. *La découverte*, p. 121.
- Georg Friedrich Knapp. (1973). *The State Theory of Money* [1924]. New York: Augustus M. Kelley Publishers.
- Guy Martin. (1985). « The Historical, Economic and Political Bases of France's Africa Policy. *The Journal of Modern African Studies*, 23(2), pp. 184-208.
- Jacques Marseille. (2010). *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin.
- Jean Bodin. (2010), *Les Idées Monétaires et Commerciales*.
- Jeune Afrique avec AFP (2017).
- Jevons, W.S. (1876). *Money and the Mechanism of Exchange*. New York, D. Appleton and Company.
- Kunle Amuwo. (1999). "France and the Economic Integration Project in Francophone Africa." *African Journal of Political Science*, African e-Journals Project, Michigan State University.
- Le Monde. (2011). *Bilan du monde, la situation économique internationale, 2011*, p.91
- Michael Hadji et al. (1995). *Sub-Saharan Africa: Growth, Saving and Investment*.
- Philippe Hugon. (1999). « La zone Franc à l'heure de l'Euro ». éd. Karthala collection
- Picture Alliance. (2020). ZUMAPRESS.com | PPI.
- PNUD, 2018, Classement 2018 des pays africains par indice de développement humain.
- Robin Frisch (2019), No alternatives? Why Monetary Sovereignty Matters so much to Countries of the CFA Franc zone. Megatrends Afrika. Megatrends spotlight 12, 30.08.2022. Cherché le 17 juin 2024 de : <https://www.megatrends-afrika.de/publikation/mta-spotlight-12-wishing-for-an-end-to-the-cfa-franc-zone>
- Sala Guemriche, (2022), « Du franc CFA à l'Eco, vers la fin de la «servitude monétaire»? publié par Arab News En Français. Cherché le 18 juin 2024 à : <https://www.arabnews.fr/node/308526/salah-guemriche>
- Samba Ndongo Sylla. (2021). « The CFA Franc as Vivid Symbol of Colonial Continuities in Francophone Africa. Cherché le 14 juin, 2024 de: <https://taxjustice.net/2021/03/22/the-cfa-franc-as-a-vivid-symbol-of-colonial-continuities-in-francophone-africa/>
- Séraphin Yao (2017). Le franc CFA, une monnaie coloniale qui retarde l'Afrique, Cellule de Veille et d'Éveil (CVE) de la Côte d'Ivoire. Association des Théoriciens Africains de la Monnaie (ATAM).
- Ibid. (2016). « Côte d'Ivoire Afrique : La France est responsable du retard économique des pays de la zone Franc CFA » [tirée de www.conexionivoirienne.net].
- Sputniknews.com. (2018). Les pays ayant en partage le franc CFA pourraient-ils y.
- Tiémoko Melie Koné. (2019). Le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de

Gouvernement de l'UEMOA, par ailleurs gouverneur honoraire de la BCEAO. Une locution lors d'une conférence des chefs d'états et du gouvernement en France. Il met en garde contre les agissements des contempteurs et attaquants du franc CFA, en les intimant d'y mettre fin.
United Nations Department of Public Information. (1999). * Africa Recovery*, 12(4).